

Nous reconnaissons le besoin d'innover et de renforcer les mesures actuelles prises pour conserver l'énergie et l'utiliser de façon rationnelle, pour mettre en valeur des sources d'énergie qui remplaceront les réserves de pétrole et de gaz qui s'épuisent, et notamment des formes d'énergie renouvelable comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Nous reconnaissons les problèmes particuliers qui se posent aux pays en développement déficitaires sur le plan énergétique. Ces pays ont besoin de ressources énergétiques et financières pour soutenir leur développement économique. Pour exploiter pleinement le potentiel énergétique local, ces pays devront recevoir des investissements plus considérables encore de la part d'institutions financières internationales et notamment de la Banque mondiale. Il faudra également prendre des mesures internationales pour accroître l'assistance technique dans ce domaine. A court terme, cette aide devrait stimuler l'exploitation du gaz et du pétrole ainsi que l'exploitation d'autres sources énergétiques, telles que la houille et l'hydro-électricité, que n'ont pas encore mis à profit ces pays en développement à faible capital énergétique.

Nos efforts communs pour relever le défi énergétique sont bien amorcés, mais ils sont loin d'être achevés. Les pays devront oeuvrer ensemble à l'utilisation la plus complète et la plus rationnelle possible des ressources énergétiques de la planète. La présente session et la session ordinaire (qui suivra la semaine prochaine) devront aborder ces problèmes de la façon la plus pratique et la plus efficace possible. Le Canada, en tant que producteur et consommateur d'énergie, est prêt à collaborer avec d'autres pays et, dans le cadre de nombreuses institutions internationales, à promouvoir une adaptation graduelle et sans heurts à une économie mondiale fondée sur des ressources autres que les hydrocarbures.

La C.C.E.I. a permis de souligner le besoin toujours présent de changements structurels dans le système économique international. Le défi s'accroît encore davantage dans les secteurs monétaire, commercial et des matières premières. A mon avis, on perçoit clairement la nécessité d'une solide collaboration face à ce défi. Je crois déceler chez les gouvernements des signes toujours plus nombreux qui témoignent d'un changement et d'une volonté d'aller de l'avant.

Dans le secteur du développement socio-économique international, nous devons veiller à ne pas sous-estimer les difficultés qui guettent le monde industrialisé. Au Canada, des problèmes économiques comme le chômage et l'inflation préoccupent à juste titre les Canadiens parce que ces problèmes ont des répercussions directes sur leur vie. Les gouvernements doivent rallier l'appui du public dans des circonstances économiques difficiles, car les changements et les ajustements alourdiront nécessairement le fardeau de nos citoyens. Les dirigeants du monde industrialisé doivent se montrer à la hauteur de la tâche.

Un climat de compréhension nous aidera à relever ce défi. Avec raison, les pays en développement attendent impatiemment, nous le savons, des changements à l'échelle mondiale. Il faut cependant reconnaître que les pays développés ont pris des mesures importantes et difficiles pour pourvoir aux préoccupations des pays en développement. Plusieurs de ces mesures ont été prises à la C.C.E.I. Elles ont fait l'objet de décisions difficiles de la part des gouvernements. Si l'on ne reconnaît pas le caractère